



PASSONS DE
LA CONVENTION
AUX ACTES !



Rencontre entre les enfants de la Dynamique pour les droits des enfants et la Délégation parlementaire aux Droits des Enfants

21 novembre 2023 à l'Assemblée nationale

Contacts, pour la Dynamique des Droits des Enfants :

- **Fleur Rizza Tételain**, chargée de plaidoyer chez SOS Villages d'Enfants ;

frizzatetelain@sosve.org ; 01.73.03.40.30

- **Noémie Hervé**, chargée de plaidoyer, UNICEF France ; nherve@unicef.fr ; 06.71.14.70.35

Réaction au bilan d'activité de la Délégation aux Droits des Enfants

Par les enfants du groupe UNICEF France

a. Réactions au bilan

- Bilan très positif, les activités des députés sont très diversifiées. Intéressant de ne pas se concentrer sur un seul sujet, montre un grand engagement en faveur des enfants.
- Intéressant de s'être concentrés sur le numérique et des sujets d'actualité/urgents.
- Bien de parler du numérique car cela prend beaucoup de place dans notre quotidien et concerne tous les enfants/adolescents de France.
- Positif d'avoir fait un document de résumé adapté aux enfants et aux adolescents et d'avoir mis les liens pour aller voir leur travail sur le site de l'Assemblée, cela prouve que les députés sont investis par rapport à nous. C'est bien car le document est compréhensible même pour des non députés, alors que les textes de l'Assemblée sont difficiles à lire.

b. Perspectives souhaitées pour la Délégation en 2024

Selon les enfants, il serait intéressant de varier les sujets l'an prochain. Ils proposent les sujets suivants :

- **L'école et le harcèlement**

Les députés devraient plus se focaliser sur l'école, l'éducation, le système scolaire : il y a des difficultés pour les lycéens et collégiens en particulier. Il y a plusieurs choses qui ne vont pas dans l'éducation, dans l'organisation de l'éducation, dans la façon de fonctionner. Par exemple, certains enjeux autour du système scolaire peuvent être cités : certains enfants sont malheureux, ils manquent de temps, les établissements scolaires ne sont pas toujours de bonne qualité donc il y a de grosses inégalités. Le nombre d'heures de cours est trop important, nous manquons de professeurs, certains enfants ne peuvent pas manger au self le midi car ils n'ont pas assez d'argent... Dans d'autres pays, il y a moins d'heures de cours mais c'est plus efficace. Nous avons besoin de savoir pourquoi ailleurs ça marche bien et pas chez nous.

- **La santé mentale des jeunes**

Il y a des difficultés, surtout au lycée. Les élèves ont beaucoup de pression, notamment avec parcours sup... On est adultes avant d'être adultes. On nous impose plein de choses mais on ne nous donne pas les possibilités de changer les choses.

- **La prise en compte de la parole des enfants**

- Il faudrait que tous les enfants puissent s'exprimer, tous les enfants n'ont pas la chance de pouvoir échanger avec les politiques.
- On nous demande de faire des choix très vite, notamment sur l'orientation. On est adultes sans l'être : pas de moyens d'expression, pas de réel impact. Pas le droit de manifester, de s'exprimer, par rapport aux adultes, alors qu'on choisit pour nous des choses sur lesquelles on pourrait avoir un avis.
- Sentiment de ne pas être écoutés à tous les niveaux. Frustrant car on ne nous écoute pas alors qu'il se passe des choses graves comme le réchauffement climatique. C'est dommage car c'est notre futur qui est en jeu.
- Dans des décisions toutes bêtes par rapport au collège on ne nous demande pas notre avis alors qu'on peut avoir des idées auxquelles les adultes ne pensent pas.

- Dans ma ville, je suis la Maire du Conseil Municipal des Jeunes. On est plutôt écoutés, on fait plein d'actions pour l'école. Cela existe aussi pour les collégiens. On se sent écoutés.
- Dans mon collège, il y a du harcèlement chez les 5^{èmes}. Des règles ont été mises en place mais à aucun moment les adultes n'ont questionné les élèves, or il y a eu un autre cas de harcèlement qui aurait pu être prévenu si on nous avait demandé notre avis.
- Dans les mairies, on pourrait faire un temps un dimanche sur 2 où tous les enfants du quartier se réunissent pour échanger sur les problèmes, etc.
- La mairie pourrait mettre à disposition un cahier ouvert pour laisser son avis sur un sujet.
- Il faudrait reconnaître et considérer le fait qu'il y ait des syndicats lycéens, ne pas les ignorer mais prendre en compte la parole des jeunes et les prendre au sérieux. Montrer qu'ils peuvent prendre des responsabilités et faire des choix. C'est grâce à eux qu'on a eu les CVL. Il faut reconnaître leur légitimité, c'est aussi une éducation politique.
- Pour apprendre aux futurs citoyens à devenir des citoyens, autant commencer dès le plus jeune âge.
- Dans les établissements scolaires, il y a des représentants dans les instances mais c'est un peu fermé, il faudrait que tous les élèves se sentent concernés et puissent s'exprimer.

c. Recommandations pour une meilleure prise en compte d'opinion des enfants au niveau politique :

- Faire un rapport d'activité de la Délégation sous forme de bande dessinée, ou en tout cas d'une manière plus accessible pour les enfants et mise en ligne sur le site de l'Assemblée.
- Permettre aux députés de venir dans les classes parler de leur travail.
- Diffuser des rapports sur le travail des députés pour sensibiliser les collégiens/lycéens.
- Faire davantage connaître la délégation, car elle est importante.
- Une fois par an, avoir un rdv avec les députés en circonscription, un temps dédié aux enfants. Cela permettrait de pouvoir les rencontrer tel jour à tel endroit pour parler de la condition de l'enfant et faire remonter à l'Assemblée.
- Moi je ne vois pas mon député, ils ne viennent pas vers nous.
- Avoir plus de conseils municipaux d'enfants et de jeunes, à condition qu'ils soient écoutés.

Les droits de l'enfant et le numérique

Groupe 1

Fake news et intelligences artificielles : comment distinguer le vrai du faux ?

Par les jeunes du Conseil de Jeunes de Créteil, les Juniors Associations Devlowave et Les Explorateurs de l'engagement

1. Problématique

- Quels sont les sentiments des jeunes vis-à-vis du développement des Intelligences Artificielles ?
- Quel(s) regard(s) les jeunes ont-ils sur les informations qu'ils et elles reçoivent quotidiennement ?
- Quel(s) média(s) pour les jeunes d'aujourd'hui et de demain ? Dans quelle mesure les jeunes peuvent participer à leur construction ?

2. Constats dressés par les jeunes

Aujourd'hui, les jeunes reçoivent beaucoup d'informations qui ne se transforment pas nécessairement en connaissances. L'information en continue ne permet pas aux jeunes de former leur esprit critique ni de comprendre ce qui se dit, ce qui se passe car il n'y a pas d'espace pour analyser, relier les infos entre elles ou encore avoir le temps pour les assimiler.

Les temps de crise et de guerre sont propices à la désinformation ou à la banalisation de l'information.

Les fausses informations ou *fake news* **utilisent les mêmes codes** que les informations vérifiées, **ce qui peut rendre difficile la distinction.**

Les jeunes ont **conscience de ces déviations et sont capables de recouper les informations afin de vérifier les sources** si le sujet les intéresse beaucoup ou qu'ils ont un affect pour la thématique (climat, un pays en particulier, etc.).

Les réseaux sociaux favorisent la diffusion de *fake news*, les bulles algorithmiques renforcent l'entre-soi et le flux permanent d'information diminue l'attention et la concentration.

Les **Intelligences Artificielles (IA) sont utilisées pour faire les devoirs** (ce qui pose la question de la baisse des compétences intellectuelles), **les loisirs créatifs, répondre à des questions, chercher des ressources, de l'aide** (harcèlement, suicide, etc.) ou **encore de la compagnie** (pose la question de la dépendance affective).

Les IA **ne font peur qu'à partir du moment où elles impactent la vie privée** (collectes de données, reconnaissances de lieux ou de personnes avec qui nous sommes, suggestion d'information, de contenus culturels, publicitaires, le remplacement des humains dans certains métiers – en ce qui concerne la médecine c'est une bonne chose).

L'enjeu principal pour les jeunes est **la régulation des IA car gérées par des entreprises privées qui ont carte blanche pour le moment et qu'il est nécessaire d'encadrer.**

Quels sont les avantages et les inconvénients de la situation actuelle ?

AVANTAGES :	INCONVENIENTS :
<ul style="list-style-type: none"> - Avoir accès à beaucoup d'informations ; - Être au courant de ce qui se passe dans le monde en direct ; - Diversité des opinions ; - Pluralité des médias et des présentations de l'information ; - Pouvoir rencontrer plein de monde sur les réseaux sociaux ; - Découvrir des choses qu'on ne connaissait pas ; - L'intelligence artificielle dans le milieu médical peut aider les médecins à sauver des vies. 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de contrôle des informations (milliardaires qui possèdent les médias) ; - Manipulation, infos tronquées, modifiées ; - Responsabilité de la modération des Réseaux Sociaux concernant les <i>fake news</i> : s'il y a des erreurs ou des accidents, qui est jugé ? - Idem pour les Intelligences Artificielles ; - L'IA via les algorithmes est basée sur les émotions négatives : comment sortir et faire sortir des gens de ce cercle ? - Rien n'est contrôlé, beaucoup de choses en dehors de la juridiction.

3. Propositions

- Prévoir un **cours d'Esprit critique dans les programmes scolaires pour toutes les filières** (professionnelles, technologiques ou générales) du CP à la Terminale pour apprendre à reconnaître les sources des informations, apprendre à argumenter, à se forger une opinion et à l'exprimer, etc.
- Avoir un **indice de fiabilité pour les médias** (comme un *nutriscore*) qui analyserait les publications et leur véracité pour attribuer un « score » au média. L'appliquer également **aux influenceurs et influenceuses** (sous forme de badge/icône) qui perdraient de la visibilité et seraient moins favorisés dans l'algorithme de référencement s'ils diffusent des fakes news ;
- **Noter les personnes en fonction de ce qu'elles regardent/publient pour éviter qu'elles puissent avoir une influence trop forte** dans la diffusion des fake news / théories du complot?
- **Obliger les réseaux sociaux et/ou les personnes avec beaucoup d'influence sur les réseaux sociaux à envoyer une notification de correction** lorsque des *fake news* sont partagées ;
- **Avoir des personnes qui vérifient** les informations/ressources/sources ;
- **Développer une application pour les jeunes et par les jeunes** OU donner plus de moyens à ce qui existe déjà en termes de vulgarisation de l'information par les jeunes ;
- **Avoir une chaîne YouTube** qui puisse servir aux professeurs d'EMC, aux jeunes, **avec des vidéos explicatives sur l'actualité** ou qui ressemblent aux vidéos contre le harcèlement qu'on voit en ce moment ;
- **Faire en sorte que les algorithmes des réseaux sociaux ne se basent pas que sur des fausses publications ou des publications à connotation négative ;**
- **Avoir des garde-fous sur l'utilisation des IA, notamment sur la transparence et la propagation des fausses informations ;**
- **Mettre des amendes aux entreprises** qui diffusent des fausses informations ;
- **Mettre à disposition une IA (dont le code serait public) qui permettrait d'aider à la modération des RS** et de repérer les fausses informations.

Questions aux politiques :

- **Pensez-vous qu'il y ait suffisamment de choses mises en place pour protéger les jeunes des IA et des fake news ? Si non, pourquoi ?**
- **Quelle(s) proposition(s) vous semble les plus réalisables ? Comment concrétiser les propositions ?**
- **Pensez-vous que les cours d'esprit critique pourraient intégrer le cours d'EMC ?**
- **Quel(s) moyen(s) de pression sur les RS et les entreprises d'Intelligence Artificielles ?**
- **Avez-vous pour objectif de pérenniser la consultation des jeunes sur différentes thématiques de la délégation ?**
- Quelles sont les priorités de l'État à ce sujet ?
- A quel point la parole des jeunes vous semble importante ?
- Que pensez-vous de nos propositions ? Vous semblent-elles réalisables ? Dans quelle temporalité ?
- Pensez-vous que ce soit à l'État de mettre en place un indice de fiabilité des médias ? Ou de le financer ?
- Comment pensez-vous qu'il faille former les intervenants, les enseignants ? Selon vous qui pourrait intervenir dans ces formations ? Pensez-vous pouvoir ajouter 1h de cours en plus dans l'emploi du tout ou devoir remplacer une heure déjà existante ?
- Pensez-vous pouvoir financer l'application que nous proposons ? Quel rôle pensez-vous que l'Etat devrait jouer dans ce projet ? Comment peut-on empêcher que l'application ou la chaîne Youtube que nous préconisons deviennent un espace de propagande ?
- Pourquoi est-ce difficile de faire entrer le milieu du numérique dans l'école ?
- Comment choisissez-vous les intervenants pour les auditions ? Qui cibler pour les thématiques dont on a parlé ?

Groupe 2

Prévention de l'exposition excessive des enfants aux écrans et des comportements à risque des enfants et adolescents

Par les enfants et adolescents de SOS Villages d'enfants et de l'UNICEF France

CONSTATS :	SOLUTIONS :
<p>Cela a des conséquences sur la santé mentale et physique des enfants (conséquences neurologiques par exemple), mais aussi sur leurs relations sociales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - J'ai traversé une période compliquée : je me suis renfermée sur moi-même et sur mon téléphone. Cela a eu des conséquences : je n'avais plus de relations sociales, j'étais rapidement énervée... ça a aussi eu des conséquences sur le long terme. Mon sommeil était perturbé, j'ai eu besoin de prendre des médicaments pour m'endormir, et j'ai dû prendre des compléments alimentaires. - Je connais un petit garçon qui fait des cauchemars après avoir vu sur un des écrans de ses frères des scènes violentes. - Une fois, après avoir regardé des dessins animés qui font peur, j'ai eu des visions et fait des cauchemars. Je voyais des pickpockets, des trafiquants, des assassins venir chez moi. - Certains enfants peuvent confondre les jeux vidéo et la réalité. - De manière générale, Internet n'est pas un endroit sûr. 	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner les enfants victimes de la surexposition aux écrans. - Si on est en difficulté ou victime de quelque chose, voir un psychologue et en parler. - Encourager les médecins à parler davantage de santé mentale aux enfants et aux jeunes, à leur poser des questions à ce sujet. - Mettre en place une campagne d'affichage dans les métros et dans les établissements scolaires avec un volet risques ET un volet solutions.
<p>Le temps passé sur les écrans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les enfants et les jeunes ne se rendent pas forcément compte du temps passé sur les écrans, et à partir de quand c'est considéré comme « beaucoup » ou trop. - Une exposition prolongée aux écrans a un impact négatif sur notre santé mentale, notre sommeil, les cours, mais on est parfois démunis pour diminuer notre temps d'écran. - Certains jeux créent volontairement de l'addiction, en proposant de gagner de l'argent par exemple. - Point positif : il y a beaucoup de changement depuis mars. Par exemple sur Tiktok, si on reste trop longtemps connecté, on reçoit un message d'alerte ou une publicité pour dire que les écrans ne sont pas bons si on y passe trop de temps. 	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser des lunettes anti-lumière bleue. - Généraliser et faire connaître aux enfants et adultes les applications qui permettent de limiter le temps d'écran (l'appareil ou l'application s'éteint si on dépasse le temps fixé). - Informer davantage les enfants sur la durée à partir de laquelle le temps d'écran peut avoir un impact négatif et leur permettre de comprendre pourquoi il peut leur être difficile d'arrêter la navigation (phénomène d'addiction / automatisme). - Encadrer l'utilisation des algorithmes pour qu'ils arrêtent d'encourager les enfants et les jeunes à utiliser toujours plus les réseaux sociaux. - De manière générale, les loisirs devraient être plus accessibles pour les enfants et les jeunes, pour qu'ils aient des alternatives aux

	<p>écrans. Plutôt que d'être uniquement dans le contrôle, être aussi dans l'adaptation / l'incitation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rôle des vendeurs d'appareil numérique dans la sensibilisation aux acheteurs. - Dans les informations sur les jeux, en plus de la restriction sur l'âge il faudrait indiquer si le jeu risque de créer une addiction ou non. - Généraliser les mesures de protection de TikTok sur d'autres réseaux comme Snapchat ou Instagram (par exemple le fait de supprimer un message s'il contient tel mot clé). - Faire un partenariat avec Apple et les autres entreprises pour que dans les téléphones distribués en France il y ait des limitations. - Donner des amendes aux entreprises si elles ne respectent pas la loi.
<p>Les comportements inadaptés et le manque de sensibilisation des adultes et des parents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Parfois les adultes mettent des tout-petits devant des écrans pour les aider à dormir et les calmer, ce qui peut créer une forme d'addiction et avoir des conséquences sur le développement du cerveau. Il peut y avoir des retards de développement chez les enfants en bas âge. - Dans les lieux publics, on voit beaucoup de parents mettre leurs enfants sur le téléphone pour avoir un moment de répit. - De nombreux parents donnent des téléphones ou des tablettes à leurs enfants très tôt, or les enfants peuvent publier des contenus inadaptés ou naviguer sur des sites problématiques. Ils peuvent aussi y être victimes de harcèlement. - Le contrôle parental est trop compliqué à mettre en place. Beaucoup de parents ne savent pas comment faire. Souvent, le problème ne vient pas des applications mais des parents qui ne l'appliquent pas. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les parents aux risques du numérique. - Créer des vidéos de sensibilisation et de formation pour les parents. Faire en sorte que les plateformes soient obligées de les produire et les diffuser. - Il faudrait que les espaces que les enfants fréquentent soient plus adaptés. Par exemple, beaucoup de salle d'attente chez le médecin sont adaptées, un centre commercial à Montpellier propose une salle de jeux. Cela permettrait de proposer autre chose que les écrans pour occuper les enfants. Il faudrait un contrôle parental (adapté selon les âges) qui s'applique à tout le téléphone, permettant aux parents et adultes de ne pas avoir à le configurer pour chaque application, mais de manière générale sur l'appareil. - Associer le contrôle parental à des alertes sur les téléphones des parents et adultes (connaissance du temps d'utilisation des applications, avoir un chatbot qui prévient les parents des mots inappropriés échangés dans les conversations des jeux ou sur les réseaux sociaux, etc.).
<p>Il y a beaucoup de publicités inadaptées aux enfants sur les écrans.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Interdire les publicités inadaptées à la télévision et à la radio.
<p>Comportements à risque des enfants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur les jeux en réseau, pas de contrôle sur l'identité des autres joueurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Pour les utilisateurs de moins de 15 ans : détection et blocage des messages problématiques, des nues et des sextos.

<ul style="list-style-type: none"> - Un exemple de comportement à risque : l'envoi de nudes (de la part de filles comme de garçons). - Partage d'informations personnelles : numéro, adresse, localisation (par exemple sur les jeux ou les réseaux sociaux). - Prostitution des enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une fois que le permis d'internet est passé et obtenu en classe de CM2, l'enfant et ses responsables légaux obtiennent un code qui lui permet d'accéder aux réseaux sociaux. - Meilleur contrôle de l'âge : <ul style="list-style-type: none"> o Que les plateformes posent des questions auxquelles un enfant ne pourrait pas répondre. o Cependant, ne pas nécessairement demander de document d'identité car il y a beaucoup de hackers. Il faut faire attention à la protection des données personnelles et aux risques d'usurpation d'identité. - Proposer deux sessions sur les appareils (téléphone, ordinateur, tablette...), une pour les adultes et une pour les enfants. Celle pour les enfants serait adaptée (accès restreint à certaines applications, etc.). - Faire en sorte de rendre le secteur de l'informatique soit plus attractif, pour qu'il y ait plus de personnes informées et ainsi renforcer la sécurité de nos données.
<p>Le numérique a aussi des côtés positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il y a différents types de jeux vidéo, tous ne sont pas négatifs ou néfastes pour les enfants. Certains jeux sont même éducatifs, basée sur de l'histoire (comme les guerres mondiales par exemple) et un récit à suivre. - Une personne se faisait harceler et les jeux vidéo l'ont aidé, la communauté en ligne aussi. - Des études scientifiques montrent aussi que les joueurs ont des réflexes plus développés et plus de mémoire que les autres. - Certains dessins animés sont éducatifs, permettent par exemple d'apprendre une autre langue. 	<p>Il faut trouver l'équilibre entre le contrôle et la liberté (anonymat, etc.), pour ne pas tomber dans la surveillance constante des personnes non plus.</p>

Questions aux politiques :

- Qu'est-ce que vous pensez de nos idées ?
- Comment obliger / inciter les très grosses entreprises (Apple, etc.) à appliquer les règles et à faire ce qu'on leur demande ? Est-ce possible de mettre des amendes ? Comment faire alors que ces entreprises ont beaucoup d'argent, donc elle se fichent des amendes ? Peut-on utiliser les exemples d'accidents du numérique avec les enfants pour convaincre les entreprises ?
- Est-ce qu'on pourrait tenir pour responsable à la fois le réseau social qui diffuse des mauvais contenus et la personne qui produit les mauvais contenus, si jamais une personne décède (par exemple en cas de vidéo challenge dangereuse) ?

- Il existe une option sur les iPhones et sur les applications : on peut retrouver des personnes qu'on connaît peut-être dans la vraie vie, même si on n'a pas leur numéro de téléphone. Cela peut inciter au harcèlement. Comment est-ce techniquement possible ? Est-ce à cause la géolocalisation / les amis en commun ? Comment éviter ça ?
- Comment contrôler les applications pour qu'elles ne prennent pas les données des mineurs lors des vérifications sur l'âge ?
- Existe-t-il une police du numérique ? Est-ce qu'elle contrôle les fuites de données ? Cette police pourrait renforcer la sécurité des données des mineurs en ligne.

Groupe 3 :

Protéger des risques tout en gardant la liberté d'expression des enfants et les avantages d'utilisation du numérique

Par les enfants et adolescents de l'IEM Le petit tremblay – APF France Handicap, OCCE, Apprentis d'Auteuil

1. Les bienfaits du numérique

- L'accès à la connaissance
- Le divertissement, les jeux
- Les échanges avec la famille, les amis, ceux qui sont loin
- Appel en cas d'urgence
- Accès à l'environnement numérique de travail
- Traduction pour les élèves allophones
- Pour les enfants en situation de handicap moyen facile de divertissement alors que les déplacements sont très compliqués

2. Les dangers du numérique

- Contenus inappropriés, choquants, propagande ;
- Danger des influenceurs (sur l'estime de soi, sur les discours tenus, la publicité) ;
- Temps passé devant les écrans trop long risque d'addiction ;
- Manque de temps pour jouer et faire les devoirs ;
- Risque de transfert de données intimes ;
- Mise en danger de la santé physique et mentales, manque de sommeil et d'attention ;
- Risque de contacts avec des adultes malveillants ;
- Risque de données qui nous échappent.

3. Principales propositions

- **Organiser des séances d'information aux parents** dans les établissements scolaires présentant les dangers du numérique ;
- **Mise en place d'un contrôle parental obligatoire avant 15 ans** (les jeunes de l'IEM ne sont d'accord avec cette proposition et pourront s'en expliquer) ;
- **Faire des campagnes de prévention** sur les risques du temps trop long passé devant les écrans adaptés aux parents, aux enfants et aux adolescents ;
- **Pas de smartphone avant l'entrée au collège** (les jeunes de l'IEM ne sont pas d'accord, ils pourront dire pourquoi) ;
- **Intégrer une information obligatoire à l'utilisation du numérique aux programmes de l'école primaire ;**
- **Formation dans les collèges et lycées** sur l'utilisation d'internet, des réseaux, les fakes news, l'influence et la manipulation ;
- **Obliger les réseaux sociaux à limiter le temps de connexion pour les enfants et les adolescents**, par exemple par la diffusion d'une limite de temps par des messages de prévention "Attention, cela fait 2h que tu es connecté) ;
- **L'Etat doit rendre accessible et possible plus de divertissements en dehors d'internet et notamment pour les jeunes en situation de handicap** (séance de cinéma gratuites, des associations qui emmènent les enfants en situation de handicap au cinéma avec les autres jeunes de leur ville par exemple) ;
- **Obliger les réseaux à offrir la possibilité d'effacer ses données d'internet.**

4. Questions aux politiques :

- Est-il possible que la loi prévoit des campagnes d'information sur les dangers du numérique auprès des parents, des enfants et des adolescents ?
- Est-il possible d'intégrer de la prévention dans les programmes scolaire ?
- L'état peut-il faire en sorte que l'accès aux loisirs des enfants handicapés soit facilité pour qu'ils aient moins recours à internet ?
- Est-il possible d'obliger les opérateurs à supprimer les publicités sur les réseaux utilisés par les enfants et à lancer des alertes pour limiter le temps d'écran ?

